« La laïcité, c’est contre les musulmans » : une année dans les écoles de Roubaix en six épisodes

01/05/2022 à 17h04



Les écoles, collèges et lycées de Roubaix (Nord), quasiment tous en éducation prioritaire, concentrent un grand nombre de difficultés scolaires. Mais ces établissements se caractérisent aussi par l’énergie considérable déployée par les enseignants, directeurs, chefs d’établissement, inspecteurs, pour faire mentir les déterminismes sociaux et économiques qui frappent de nombreux élèves. **AEF info est parti en reportage auprès de ces acteurs de terrain pour raconter leur quotidien, leurs difficultés mais aussi leurs petites et grandes victoires.** (…)

***

Cinquième épisode : comment sont accompagnés les élèves allophones

Roubaix accueille actuellement près de 300 élèves récemment arrivés en France sans maîtriser notre langue, soit 17% des élèves allophones du département du Nord. Ces enfants, de 45 nationalités différentes, sont inscrits dans des classes ordinaires. Ils bénéficient en plus d’un enseignement renforcé en “français langue seconde”, modulé en fonction de leurs

besoins.

“Madame, je ne comprends rien”, soupire Abdoullah. “J’ai eu, c’est quel temps ? Aidez-moi, les autres !” dit-il en se tournant vers ses camarades, Kiarra, Mahmoud, Hudayfa et Mohamed. En cette fin janvier 2022, ils sont cinq à démêler les subtilités des conjugaisons de leur “langue seconde”, le français – l’effectif a été divisé par deux avec les absences liées au Covid. Au tableau, les terminaisons de l’imparfait toisent les élèves, qui sont maintenant penchés sur leur exercice de conjugaison. L’enseignante passe de table en table, avec une infinie patience : “Kiarra, quand tu dis nous allons au cinéma, es-tu dans le passé ?” Puis s’adressant à la classe : “Si vous dites nos parents, à quoi ça correspond : je, tu, il, nous, vous, ils ?” Le cours se termine par une courte rédaction sur le thème “Comment était votre chambre d’enfant ?”. Cette fois, le problème d’Abdoullah, ce n’est pas l’imparfait : “Madame, j’avais pas de chambre quand j’étais petit”. “Vous pouvez imaginer, bien sûr”, rassure la professeure, s’adressant au petit groupe. Le collège Jean-Baptiste-Lebas – du nom d’un ancien maire de Roubaix – accueille 26 élèves allophones, venus de Syrie, d’Algérie ou de Roumanie (1). Certains arrivent en cours d’année, après un parcours de migration parfois épuisant, en étant souvent dans une grande précarité.

(…)

Le collège doit aussi faire face à des différences culturelles : les familles n’ont pas toujours les mêmes attentes que l’école. **“L’absentéisme est plus important chez les filles que chez les garçons, en particulier dans les familles syriennes”, observe la CPE Morgane Gueguen. “Parfois les filles répondent : moi je vais me marier !”** L’établissement rappelle alors l’obligation de formation jusqu’à 18 ans. **“Nous, nous voulons que les enfants soient à l’école pour qu’ils trouvent leur place dans la société,”** résume Marie Carlier, principale adjointe.

(…)

En arrivant en France, les parents des élèves de l'UPE2A découvrent eux aussi un monde nouveau. Lorsqu'ils ne parlent pas français, ils peinent à se faire comprendre. "Le dialogue n'est pas toujours évident", reconnaît Julien Flant. "Heureusement, je parle anglais, ce qui est souvent aussi le cas des familles syriennes. Et nous avons quatre assistants d'éducation qui maîtrisent l'arabe".

(…)

AEF Info (en accès libre)

***

Quatrième épisode : comment les équipes pédagogiques font vivre les valeurs de laïcité et mixité

"L'an dernier, nous avons eu une réflexion approfondie sur la chanson Imagine de John Lennon", relate Magalie Mattana. "Le texte contient une phrase choc : Imagine there's no religion. Autrement dit : imagine s'il n'y avait pas de religion…"

La phrase a fait cogiter les élèves. **Un garçon a dit qu'un monde sans religion était impossible car Dieu le guidait dans ses actes quotidiens. Sa camarade lui a répondu qu'elle n'avait pas le même Dieu et que son Dieu ne devait donc pas lui dire la même chose. Un autre est intervenu pour dire qu'il n'avait pas de Dieu et qu'il écoutait plutôt l'école et sa famille.** "Nous avons conclu qu'on pouvait croire ou ne pas croire mais que la loi posait le même cadre pour tous", explique Magalie Mattana.

(…)

La contestation peut aussi venir de quelques familles qui considèrent que l'écoute de la musique n'est pas compatible avec leur interprétation et leur pratique de l'Islam. Leurs enfants, qui n'entendent jamais de musique à la maison, vivent

un conflit de loyauté lorsqu'ils doivent chanter à l'école. "Un enfant qui ne veut absolument pas chanter, je lui demande pourquoi. Je reçois la famille, je prends le temps d'en discuter", explique Magalie Mattana, selon qui ces situations sont rares.

Autre point d'achoppement, l'égalité entre les filles et les garçons : elle ne sonne pas toujours comme une évidence. "Quand, dans les rangs de la chorale, on alterne une fille, un garçon, cela peut poser problème à certains enfants par rapport à ce qui se fait à la maison", rapporte Magalie Mattana. "Il y a des familles, quelle que soit la confession religieuse, qui n'aiment pas trop que les filles jouent avec les garçons".

(…)

Cette professeure d'histoire-géographie raconte avoir dû justifier auprès de ses élèves son choix de travailler sur un texte qui critiquait les talibans. "Une élève m'a demandé pourquoi j'avais choisi un texte sur la religion musulmane alors qu'il y a aussi des dérives dans la religion catholique". **Elle se souvient aussi avec amertume de réflexions entendues cette année lors de l'hommage à Samuel Paty, enseignant assassiné par un terroriste islamiste : "C'est bien fait pour lui" ou "Pourquoi on n'a pas fait une minute de silence quand mon grand-père est mort ?"**

> ***"Pourtant, on a travaillé avec ces élèves lorsque c'est arrivé", se désole-t-elle. "On se dit que le travail est loin d'être terminé quand on entend ce type de propos. Sans compter tous ceux qui ne disent pas ce qu'ils pensent… On se confronte aussi à des choses qui sont dites à la maison".***

L'hommage à Samuel Paty s'est tenu dans tous les établissements roubaisiens, la plupart du temps sans difficulté. **Mais les enseignants ont quand même l'impression de marcher sur des œufs.** "Nous avons collé des portraits de

Samuel Paty dans toutes les salles et nous avons lu un poème autour de l'égalité et de la fraternité", relate une enseignante de lycée professionnel. **"Nous avions prévu d'organiser des débats mais il y avait une réticence à aller jusque-là… Il y a des choses qu'on ne veut pas trop creuser", reconnaît-elle. "Parfois les élèves expriment des points de vue assez tranchés sur la religion ou le Prophète mais nous ne sommes pas confrontés à des problèmes de radicalisation"**, estime-t-elle toutefois.

La loi de 1905 concentre beaucoup d'incompréhensions. "Pour une partie des élèves, la laïcité enlève des droits", souligne une professeure de collège. "En 6e, ils disent que la laïcité les empêche de porter le voile à l'école ou d'exprimer leurs convictions religieuses. En 3e, ils définissent assez bien le concept mais, face à des situations concrètes comme l'hommage à Samuel Paty, ils ne réagissent pas comme on pourrait l'attendre. Une partie d'entre eux estiment que la religion passe avant les lois de la République. **On entend aussi des propos qui nous font réagir : 'la laïcité, c'est contre les musulmans', 'la France ne nous aime pas'.** (…)

> *La sous-préfète est sortie de cet échange avec l'impression que "le sujet est présent et sensible" malgré "l'équilibre" trouvé avec la loi de 2004. "Les jeunes s'adaptent mais il peut y avoir chez eux une tension intérieure entre le discours tenu à l'école et le discours tenu à la maison", analyse-t-elle. "Il faut leur expliquer que la laïcité n'est pas le refus des religions mais au contraire l'acceptation de toutes les religions, la possibilité de vivre ensemble dans un esprit de tolérance. Mais ce n'est pas toujours ce qu'ils entendent chez eux. Il faut aussi reconnaître ce paradoxe."*

AEF Info (en accès libre)

***

Troisième épisode : enseigner dans la ville la plus pauvre de

France, un sacerdoce ?

Après douze ans d'enseignement, dont onze à Roubaix, Djohara a fini par craquer : son médecin lui a prescrit un arrêt de travail de quatre mois pour burn-out. La mort dans l'âme, cette professeure des écoles, militante du Snuipp-FSU, a décidé de partir : elle a obtenu en septembre 2021 sa mutation à Lille. "Travailler à Roubaix est un don de soi", témoigne-t-elle. "Les petites victoires sont énormes. Mais il faut réussir à se protéger".

L'enseignante décrit des élèves en très grand retard scolaire : "Avec mon CE1 à 12, j'enseignais comme en Clis. Même le meilleur de la classe était très très moyen". Elle explique ces difficultés par la "pauvreté extrême" de quartiers "repliés" sur eux-mêmes. En raison des problèmes de logement, "très peu d'enfants font toute leur scolarité dans la même école", ce qui empêche un suivi dans la durée. "Selon l'indice de position sociale, Roubaix est comparable à Mayotte ou à la Seine-Saint-Denis. Ses quartiers sont des zones abandonnées, oubliées de la République. On demande aux enseignants de pallier tous les problèmes… Mais les inégalités sont trop marquées", déplore-t-elle.

(…)

"On a ce truc de sauveur face à cette injustice profonde mais on ne peut pas tout faire seul", souffle Ophélie. "Or quand on appelle à l'aide, il n'y a personne". Lorsqu'elle était à Roubaix, l'enseignante achetait du petit matériel et des livres pour sa classe en puisant dans son compte en banque personnel. Dans sa nouvelle école, située dans les Flandres, elle a récupéré des manuels obsolètes, pour les amener à ses anciens collègues roubaisiens. **Depuis sa mutation, Ophélie a l'impression de travailler dans un autre monde. "Dans ma nouvelle classe, j'enseigne !" résume-t-elle. "À Roubaix, je n'avais pas l'impression de faire le même métier. Les enfants ne sont pas toujours disponibles pour les apprentissages."**

“Avec eux, il faut faire beaucoup plus que son métier d’instituteur : il faut absorber tous leurs malheurs, leur tristesse, essayer de les faire sourire, aller au-delà de l’apprentissage de la lecture”. Comme Djohara, Matthieu évoque la force du lien avec les familles comme un moteur de son engagement professionnel. “Depuis le Covid, nous sommes un peu devenus une extension de la cellule familiale. Pendant le premier confinement, j’appelais les familles comme on appelle ses cousins dans un moment très anxiogène. Je distribuais avec mes collègues des sacs en *drive,* avec des jouets, des fiches, car les enfants n’avaient pas accès à un ordinateur”.

(…)

AEF Info (en libre accès)

***

Deuxième épisode : plongée dans l’une des plus grandes “Cités éducatives” de France

“Les médiateurs luttent contre l’absentéisme, en suivant les familles et en se déplaçant si nécessaire au domicile des élèves”, décrit Clémence Jeanvre, coordinatrice REP+ de la circonscription de Roubaix Est. “Ils peuvent aussi intervenir sur des cas de harcèlement scolaire ou lorsque les relations deviennent conflictuelles avec les familles. En étant régulièrement à l’entrée de l’école, ils se font connaître et sont crédibles lorsqu’un problème émerge.” **Dans le quartier de l’Alma, un médiateur se concentre par exemple sur le suivi de deux écoles fragilisées par les problèmes de criminalité et de délinquance qui règnent aux alentours.**

(…)

La Cité éducative va aussi expérimenter courant décembre 2021 un “fonds social et éducatif de l’écolier”, qui s’inspire des fonds sociaux du collégien et du lycéen. “Il ne s’agit pas de se substituer au droit commun mais de corriger la différence

de moyens entre le premier et le second degré car cela impacte le fonctionnement des écoles à Roubaix", explique Comlan Azannê, chef de file de la Cité éducative côté Sud. "Ce dispositif est inédit, y compris en Cité éducative", souligne-t-il, au moment de finaliser le cadrage.

Doté de 60 000 euros, ce fonds social de l'écolier pourra prendre en charge l'achat de matériel comme un cartable, une trousse complète, mais aussi un manteau, un vêtement de sport voire un trousseau pour participer à une classe de découverte. "Il s'agit de couvrir des besoins ponctuels et de permettre à l'élève de rester accroché à sa scolarité", décrypte Comlan Azannê. Seule limite : les dépenses engagées ne doivent pas relever des obligations de droit commun assumées par la municipalité.

AEF Info (en accès libre)

***

Premier épisode : la lutte contre l'évitement et le décrochage scolaire, deux phénomènes plus marqués qu'ailleurs.

(…)

Selon le rapport des inspections générales, la population roubaisienne manifeste "de multiples formes de réticence à la scolarisation voire de refus de la scolarisation", ce qui se traduit par une entrée tardive à l'école maternelle et une assiduité qui souffre "de nombreux accommodements". Le taux de scolarisation des enfants de 2 à 5 ans est inférieur à Roubaix de 3,5 points à celui de la métropole lilloise selon, l'Insee. (…) **Le rapport explique cette situation par "certaines caractéristiques sociales et culturelles", "en particulier le nombre important de femmes seules et/ou sans emploi pour qui la maternité représente un élément déterminant de leur statut social".**

Le rapport pointe aussi "des accommodements avec les exigences

de l'école en matière d'assiduité". Des établissements scolaires sont frappés par un "absentéisme endémique". Certains collèges sont dans une situation "préoccupante" : le collège Sévigné déclare par exemple un taux moyen d'absentéisme de 15% en 2017-2018 (à comparer à un taux national en collège de 3,2%). **Les absences sont plus nombreuses en fin d'année scolaire mais aussi au moment de la rentrée, en raison de retours tardifs de familles parties "au pays".**

(…)

La politique de lutte contre l'évitement scolaire va de pair avec le renforcement de la lutte contre le décrochage : il ne suffit pas de s'assurer que les enfants soient inscrits à l'école, il faut s'assurer qu'ils y fassent leur "métier d'élève" afin de progresser dans leurs apprentissages. **Deux types de structures remplissent une mission de "raccrochage" à Roubaix : les classes relais (un dispositif national) et le "service d'accueil des collégiens en exclusion" (une expérimentation locale).**

Avec quels résultats ? En 2018-2019, selon les inspections générales, "29 élèves sont retournés dans leur collège d'origine après leur sortie de la classe relais, 29 élèves sont passés en classe supérieure et trois élèves de troisième ont fait une demande afin d'être orientés en lycée professionnel (CAP)."

AEF Info (en libre accès)

***

Sixième épisode : de multiples initiatives pour rapprocher les parents de l'école et faire vivre la coéducation

(…)

Les motifs d'incompréhension sont multiples. "Des parents ne

viennent pas aux sorties parce qu'ils pensent que c'est payant", remarque un directeur d'école. Mais ils ne l'expliquent pas toujours, donnant l'impression de ne pas s'intéresser à la scolarité de leur enfant. Parfois, la barrière de la langue redouble la difficulté, même si la mairie met des traducteurs à disposition des écoles, avec l'aide de l'État. Cela concerne des familles primo-arrivantes mais aussi des familles qui habitent Roubaix depuis plusieurs années mais ne parlent pas français à la maison.

(…)

Le 15 octobre, les animateurs formés à la méthodologie d'ATD ont constitué des "groupes de pairs". Les enseignants de deux ou trois écoles du quartier ont formé un premier groupe. Les parents ont été subdivisés en deux sous-groupes : "ceux qui ont un bon souvenir de l'école" et "ceux qui ont un mauvais souvenir de l'école". Enfin, les acteurs sociaux (associations, club de prévention, comité de quartier, centre social, médiateurs…) se sont retrouvés dans un autre cercle. (…) La méthodologie forgée par ATD Quart-Monde permet de libérer la parole, en évitant le jugement des uns sur les autres. "Lors de cette première journée, on partage des étonnements", explique Marie Verkindt, bénévole d'ATD Quart-Monde.

(…)

Les échanges entre groupes ont révélé un "fossé" dans les termes utilisés. "Quand nous avons parlé de 'susciter la curiosité', des parents ont entendu 'suicider'". Ils ne nous comprenaient pas alors que nous avions l'impression de parler simplement". Les enseignants se demandent depuis si leur vocabulaire, parfois un peu jargonnant, est toujours approprié. "Peut-être que les parents nous perçoivent parfois comme des gens suffisants ou condescendants ?"

(…)

AEF Info (en accès libre)

***